

LE 31 MARS ET APRÈS, EN GRÈVE ET DANS LA RUE TOUTES ET TOUS ENSEMBLE



Depuis trois semaines, les mobilisations se succèdent contre la loi Travail, exprimant le refus d'une grande majorité de la population de ce brutal projet de casse des acquis sociaux que veut faire passer le gouvernement sous prétexte de "lutte contre le chômage"... Un chômage qui, à nouveau, vient de battre un triste record.

Après le succès de la mobilisation du 9 mars, le gouvernement a dû faire quelques concessions pour gagner des soutiens, notamment celui de la direction de la CFTD. Mais, en vérité, le projet relooké continue de faciliter les licenciements, plafonner les indemnités prud'homales, remettre en cause la majoration des heures supplémentaires, augmenter le temps de travail... Et le gouvernement n'a pas tou-

ché à l'essentiel: les accords d'entreprise, et même d'établissement - moins favorables aux salariés que la loi et les accords de branches - deviendraient la norme. Si ce projet passait, les travailleurs seraient davantage à la merci du patronat qui pourrait, en exerçant un chantage aux licenciements, leur faire "accepter" (un revolver sur la tempe !) la dégradation de leurs conditions de travail et de salaires.

Assez de l'arrogance patronale et gouvernementale !

Contrairement à ce que prétendent Hollande-Valls, ce projet ne répond aux besoins et aux aspirations ni des jeunes, ni des salariés, ni des chômeurs d'avoir un emploi.

Et un emploi sûr et correctement rémunéré. Il répond aux seuls intérêts, égoïstes, du patronat qui, pour remplir les poches des actionnaires, veut réaliser le maximum de profits

Ne pas jeter sur la voie publique

sur le dos des classes populaires. C'est bien ce qu'ont compris les centaines de milliers de salarié(e)s et de jeunes, qui refusent d'être sous-payés et précarisés à vie, qui ont à nouveau manifesté les 17 et 24 mars malgré les menaces du gouvernement. Malgré aussi la répression. Dans plusieurs villes, les manifestants ont été gazés, certains tabassés et interpellés par la police.

Avec cette répression, le gouvernement espère dissuader jeunes et travailleurs de se mobiliser. Il utilise aussi, cyniquement, les monstrueux attentats de Bruxelles, pour renforcer son état d'urgence liberticide et raciste afin d'étouffer toute contestation de sa politique.

FAISONS CONVERGER NOS LUTTES ET NOS COLÈRES !

Ce jeudi, nous exprimons notre révolte face à la loi Travail bien sûr, mais face aussi à toute la politique antisociale et antidémocratique du gouvernement qui ose (encore?) se dire «de gauche».

Une politique au service du Medef et de la finance qui commandent toujours plus de mesures rétrogrades pour faire toujours plus de profit. Toujours plus de chômage et de précarité. Toujours plus de salaires et de retraites de misère.

Toujours plus de grands projets inutiles imposés qui détruisent l'environnement pour engraisser les Vinci et autres grands groupes capitalistes. Toujours plus d'atteintes aux libertés et droits démocratiques et de répression contre celles et ceux qui, zadistes, grévistes ou syndicalistes, résistent. Toujours plus de racisme stigmatisant les "musulmans" pour diviser les classes populaires et détourner de la lutte contre le capitalisme et ses méfaits.

STOP ! Ca suffit ! Cette société-là, on n'en veut pas !

FAISONS RECULER LE GOUVERNEMENT ! AMPLIFIONS NOTRE MOBILISATION !

Il est plus que temps de donner un coup d'arrêt à la politique antisociale et antidémocratique du gouvernement PS-Medef en le faisant reculer sur sa loi. C'est possible si, toutes et tous ensemble, on construit un rapport de force à la hauteur de l'enjeu.

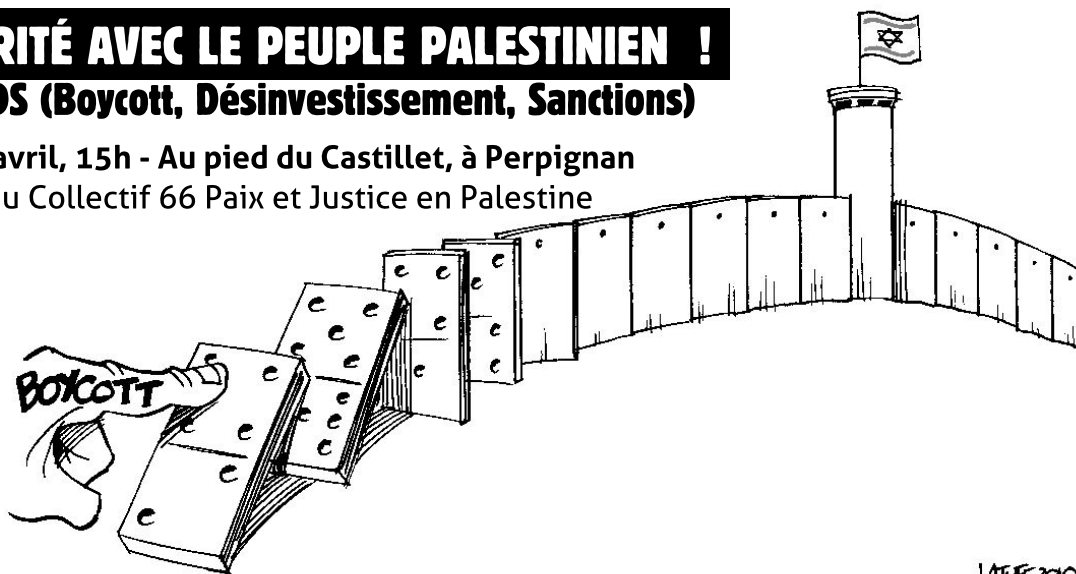
Dès maintenant, discutons des suites du 31, comment par la grève et dans la rue nous pouvons créer ce rapport de force.

Discutons-en et organisons-nous sur nos lieux de travail, comme le font les lycéen(ne)s et les étudiant(e)s dans leurs lycées et leurs facs. Tissons les liens nécessaires entre établissements, entre entreprises, entre salarié(e)s, jeunes, pour décider nous-mêmes de la continuation de notre lutte. **Pour contraindre le gouvernement à jeter son projet à la poubelle !**

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN !

Action BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions)

Samedi 2 avril, 15h - Au pied du Castillet, à Perpignan
A l'appel du Collectif 66 Paix et Justice en Palestine



LATUFF 2010



Le Kafé anti-K LES ANTICAPITALISTES EN EUROPE

CAFÉ-DÉBAT - Samedi 2 Avril à 10h
"La Brèche" 27, rue François Arago - Perpignan